

## Burundi : pas de dispositif spécial pour le retour des politiciens en exil

@rib News, 09/01/2013 â€“ Source Xinhua Les autorités burundaises n'ont pas l'intention de mettre en place un dispositif spécifique pour le retour des politiciens en exil, bien que la contribution de ces derniers soit indispensable pour la reconstruction du pays, a déclaré mercredi le Secrétaire général et porte-parole du Gouvernement burundais Philippe Nzobonariba. « S'ils veulent rentrer, ils peuvent bien le faire volontairement comme ils sont partis volontairement (â€!). La contribution de ces hommes politiques en exil est indispensable pour la reconstruction de notre pays (...). Mais, il n'y a pas de dispositif spécial que le gouvernement va mettre en place pour les accueillir ou pour les obliger de rentrer », a indiqué M. Nzobonariba.

Il réagissait aux propos du président du Front pour la Démocratie au Burundi (Sahwanya-FRODEBU) et en même temps président de l'Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), Léonce Ngendakumana, qui s'exprimait au nom de ces leaders pour demander au Gouvernement d'assurer leur sécurité et de remettre à certains de ces leaders leurs partis. « Le Gouvernement n'est pas responsable de la gestion de leurs partis politiques (...). Si l'un ou l'autre leader a préféré prendre le chemin de l'exil et que ses confrères se sont organisés pour le remplacer, qu'il rentre, qu'il les rejoigne. Ils vont encore une fois se réorganiser pour le remettre à la tête du parti ou pour le garder comme membre, mais le Gouvernement n'a pas à remettre un parti politique à qui que ce soit parce qu'il n'a pas de membres à distribuer », a encore expliqué Philippe Nzobonariba. Les quatre principaux leaders de l'opposition qui sont en exil sont Agathon Rwasa, président du parti Front National de Libération (avec une aile restée dans le pays et qui l'a remplacé à la tête du parti), Léonard Nyangoma, président du parti Conseil National pour la Défense de la Démocratie (CNDD), Alexis Sinduhije, président du parti Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) et Pascaline Kampayano du parti Union pour la Paix et la Démocratie (UPD). A ceux-ci s'ajoute Manassé Nzobonimpa, un délégué du parti CNDD-FDD au pouvoir.